

Le budget

Ministère	Engagé (incl. taxes)	Écrit	TV	Radio
Commission d'enquête - Approvisionnement en sang	21 720	11 326		
Statistique Canada	30 649	24 163		
Finances (Banque du Canada)	7 644 293	3 105 771	3 271 624	661 899
Anciens combattants	1 636	1 636		
Industrie (Tourisme) Canada	764 710	240 952		
Industrie Canada (aborigène)	7 294	7 249		
Bibliothèque nationale	95 355	51 177		
Patrimoine canadien	96 859	29 761		
Travaux publics et services gouvernementaux	1 075 393	843 604		24 448
Santé Canada	623 200			
Ressources naturelles	124 650			
Conseil privé	436 275			
Total	12 178 357	4 920 550	3 271 624	700 823
Somme globale	12 178 357 \$	Somme globale	8 892 997 \$	

[Traduction]

M. Milliken: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le vice-président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 1^{er} mars, de la motion: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

• (1010)

Mme Val Meredith (Surrey—White Rock—South Langley, Réf.): Monsieur le Président, les députés réformistes partageront leur temps de parole.

Le débat sur le budget met en cause l'avenir même du Canada. Nous avons déjà hypothéqué l'avenir de nos enfants, qui loin de pouvoir se payer des programmes sociaux, paieront les nôtres.

Comment les députés ministériels peuvent-ils siéger ici avec leur air suffisant, sachant que, pendant la durée de cette législature, le coût du service de la dette passera de 38 à plus de 50 milliards de dollars? Cette augmentation de plus de 30 p. 100 constituera un fardeau accru qui continuera de s'alourdir. Ce seront autant de milliards que nous ne pourrions pas affecter aux programmes sociaux ou aux activités gouvernementales.

Le gouvernement prétend que le budget est excellent. Les députés libéraux sont d'accord pour que le tiers des dépenses du gouvernement soit engouffré dans les programmes dispensés par le passé. Ils prétendent que, au moins, la croissance des frais d'intérêts est ralentie. Je ne vois pas ce qu'il y a de consolant à savoir que le pays court toujours à la faillite, mais moins rapidement.

Tout ce que le budget fait, c'est retarder l'inévitable. Le fait que ce budget soit considéré comme rigoureux n'est pas tant un compliment pour ce budget qu'une virulente condamnation des budgets précédents. Si les ministres des Finances avaient eu assez de courage par le passé pour imposer les compressions nécessaires, celles-ci auraient paru minimes par rapport à ce qui s'impose aujourd'hui. Comme ils ont refusé de prendre les mesures voulues, nous devons aujourd'hui pratiquer des coupes plus douloureuses.

L'actuel ministre des Finances doit maintenant faire des choix difficiles. Il pouvait et il aurait dû faire les bons: appliquer des mesures pénibles à court terme pour obtenir de bons résultats à long terme. Au lieu de cela, il a choisi la solution plus masochiste, celle qui consiste à nous faire souffrir un peu cette année et davantage les années suivantes.

Dans son dernier budget, il fait allusion à certains des changements à venir, mais il n'ose pas régler les problèmes par le menu détail et de plein fouet.

White Rock, une ville de ma circonscription, compte l'une des plus fortes concentrations de personnes âgées au Canada. Près du tiers de la population a plus de 65 ans. Dans son budget, le gouvernement explique aux Canadiens que, plus tard cette année, il rendra public un document faisant état des changements à apporter pour que les programmes de Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti soient à la mesure de nos moyens. Ces changements entreront en vigueur en 1997.

Les documents budgétaires indiquent clairement que d'importants changements seront apportés. Ils promettent de ne pas réduire la protection pour toutes les personnes âgées moins à l'aise, mais ils ne nous présentent aucun chiffre. Pour le gouvernement, à partir de quel niveau de revenu est-on à l'aise? À partir de 15 000 \$, 20 000 \$ ou 25 000 \$?

Le ministre des Finances a dénoncé le budget des contribuables que le Parti réformiste a présenté et dans lequel nous proposons de réduire de trois milliards de dollars les sommes versées aux personnes âgées. Le ministre a dit que cela aurait des répercussions sur toutes les personnes âgées ayant des revenus supérieurs à 11 000 \$. Compte tenu du fait que, quand on inclut la SV, le SRG et le Régime de pensions du Canada, le gouvernement verse 34 milliards de dollars par année aux aînés, trois milliards de dollars ne représentent que 8,7 p. 100 de ce total.

Le ministre des Finances veut-il dire que 91 p. 100 des personnes âgées au Canada ont des revenus inférieurs à 11 000 \$? Ce